

que nous disaient certains membres du cabinet. On informait la Chambre que nous ne pouvions pas fabriquer de chars de combat, que nous ne pouvions pas laminier l'acier servant aux plaques de blindage et que beaucoup d'autres tâches dépassaient nos moyens. Ce n'est qu'après la chute de la France que le Gouvernement s'est réveillé et que le véritable stimulant s'est fait sentir, car la France tombée, nous entrevoyions la possibilité d'avoir à défendre nos côtes et à compter sur l'aide de la flotte britannique. Une sorte de panique nous poussa à agir après que nous eûmes appris combien les gens de Grande-Bretagne étaient alarmés et peu préparés, et que nous nous fûmes rendus compte de la puissance extraordinaire du régime nazi. Mais pendant tout ce temps, le Gouvernement a fait preuve d'imprévoyance. Etant donné tous les moyens de renseignements dont nos dirigeants disposaient, ils auraient dû prévoir,—ils le savaient sans doute,—et nous dire que la guerre était inévitable et que nous devions hâter nos préparatifs. A ce moment-là, tout le monde répétait le même refrain: "Trop peu et trop tard."

A la fin, cédant à l'opinion publique et aux instances répétées de l'opposition officielle du temps, le Gouvernement se mit à ériger de nouvelles usines et à favoriser l'agrandissement d'autres établissements à travers le pays, dont, dans la région de Toronto, les entreprises suivantes: Malton, de Havilland, Research Enterprises, Small Arms, Massey-Harris et bien d'autres. Mais il ne fut pas question du problème du logement; le Gouvernement ne s'est pas demandé où des milliers d'employés allaient habiter. A plusieurs reprises, on a demandé au ministre des Munitions et Approvisionnement d'alors (M. Howe) où le Gouvernement allait loger les multitudes de gens qui envahissaient la banlieue de Toronto. Le ministre et le Gouvernement ont manqué de prévoyance. Comme nous l'avions prédit, ces ouvriers ne pouvaient trouver où se loger. Chaque fois que nous demandions au Gouvernement de faire quelque chose pour remédier à la situation, il nous répondait que la question relevait de la municipalité. Les usines en cause s'élevaient à la périphérie de la ville de Toronto, et le Gouvernement aurait pu régler le problème en faisant construire des maisons à proximité des usines. La tâche n'en incombait pas à la municipalité. Les ouvriers s'étant tous groupés au centre de la ville, les conditions de vie y devinrent impossibles; elles le sont encore d'ailleurs. Bien qu'un certain nombre de ces ouvriers se soient éloignés quelque peu du centre de la ville, la plupart y sont restés. Le Gouvernement n'a pas su prévoir cette situation. S'il avait

élevé des maisons, à cette époque-là, à proximité des usines, les frais de construction n'auraient été que la moitié de ce qu'ils sont actuellement et nous disposerions aujourd'hui de logements dont nous avons grand besoin. Comme la main-d'œuvre ne faisait pas défaut à l'époque, on aurait facilement trouvé des charpentiers et autres ouvriers du bâtiment. Voilà comment on aurait pu éviter le problème qui se pose actuellement dans ce domaine.

Si je rappelle toutes ces choses, c'est que je redoute l'avenir. Que nous réserve-t-il? Le Gouvernement agira-t-il encore avec autant de prévoyance? Méritera-t-il encore le même reproche: "trop peu et trop tard"? Je note le beau tableau que le ministre a brossé du présent et de l'avenir immédiat, et je le félicite de la prudence qu'il manifeste quant à l'avenir plus éloigné. Cependant, je ne suis pas entièrement de son avis. Il prétend que le Canada jouit d'une prospérité jamais surpassée de mémoire d'homme. C'est possible jusqu'à un certain point, mais il est difficile à la famille dont le revenu ne dépasse pas \$1,500,—je pourrais même dire \$2,000,—de voir tout en rose en face du coût élevé de la vie et des impôts encore lourds. Je reviendrai sur ce point plus tard. Plus loin, le ministre ajoute:

Nous prévoyons pour l'année qui vient une forte production et des revenus considérables. Vraiment, si nous pouvions restreindre notre horizon à la situation intérieure de l'heure, nous aurions amplement sujet de nous féliciter et de céder à un optimisme facile. Chez nous, les conditions sont favorables et encourageantes, mais, au delà de l'Atlantique et du Pacifique, la moitié de l'univers se relève lentement et péniblement de ses ruines; tant que des progrès économiques et politiques marqués ne viendront pas éclairer l'horizon international, nous ne saurons nous déclarer satisfaits.

Je sais qu'il est difficile de prévoir l'avenir mais avec l'aide de tous les moyens et rouages dont dispose le Gouvernement, avec l'aide des lumières du fonctionnarisme, du Bureau de la statistique et de la multitude des autres employés de l'Etat, on devrait pouvoir s'en faire un idée. Mais on ne nous a rien dit là-dessus. Nous devons nous rappeler que notre prospérité dépend de la conservation de nos marchés extérieurs. Trente-sept pour cent de nos transactions doivent se faire sur ces marchés. Or, quelle est la situation? Avec l'assentiment de la Chambre, je désirerais consigner au compte rendu un relevé des prêts que nous avons consentis à d'autres pays.

M. L'ORATEUR: A l'ordre. La Chambre consent-elle à l'unanimité à l'insertion de ce document dans le hansard?

M. REID: De quoi s'agit-il?